

African Politics and Policy

Newsletter
n.24, March 2017

Editorial

Analysts believe that Africa's economic performance in 2016 was, in their words, 'below par'. It was below par because elections held in 2015 and 2016 were mildly destabilizing and the situation could actually get worse as a result of the drought, food inflation and weakening national currencies. While it is generally a good rule to defer to the opinions of those who know more, it is sometimes unclear how much these experts actually do not.

To set the record straight: it is only in the 3rd quarter of 2016 that analysts realized that African economies were not going to grow as much as it had previously been forecast.

While one could make a case that the elections in Tanzania had a destabilizing effect, the elections of Magufuli prevented Tanzania from experiencing any kind of destabilization. Hence, while one could argue that Tanzanian economy in 2016 did not live up to the expectations that many analysts had, the failure to do so cannot be attributed in any way to the elections and to President Magufuli.

Third, these analysts who predict doom and gloom for Africa in 2017, totally neglected several of the reasons why the performance of African economies in 2016 was 'below par'. Two such reasons are: political instability and lower commodity prices.

Except for Ethiopia, where economic growth was engineered by massive investments in infrastructures, the growth of African economies in the 2000-2015 period was largely a function of the soaring commodity prices. Inevitably, as the price of commodities fell, the growth rate of African economies slowed down.

Furthermore, African economies are hurt by local, regional, and continent-wide political instability. East Africa is a brilliant case in point. The civil war that devastated South Sudan, destroyed its economy and displaced millions of people, took a toll on the economic performance of the whole East African region.

Whether Africa's economies will grow in the future as much as they have in the recent past is a question for the ages. Some analysts think that the party is over. There is some reason to believe that it is not over until it is over.

Better governance, better leadership, more political stability, some economic diversification and higher commodity prices could one again ensure that Africa experiences sustained strong growth for many years to come.

Riccardo Pelizzo

This issue:

| | |
|----------------------------|-----|
| Editorial | P.1 |
| Interview | P.2 |
| South Sudan | P.2 |
| Togo | P.3 |
| African Studies | P.4 |
| From Atlantis to Mauritius | P.5 |
| South Africa | P.5 |
| Gimme Shelter | P.5 |

Malaria-epidemic in Burundi

In 2016 there were 212 million malaria cases worldwide and 429000 died of malaria. Since last year Burundi alone has had 9 million cases of malaria and 3700 casualties.

Given the proportions of this problem, the government of Burundi declared malaria-epidemic.

Inflation on Rise

There are several indications that inflation is on the rise in East Africa. The price of milk, in Uganda, is sky-rocketing as a result of the drought that is affecting the region. In Kenya, the increases in the price of food and fuel seem to be unstoppable. The result of such price increases is that the month-on-month inflation has reached 9 per cent in February 2017

Interview with Pitang Tchalla

By Joshua Agblewonou

L'homme est au centre de nombreuses polémiques depuis sa décision impopulaire de fermer la télévision La Chaîne Du Futur (LCF) et la radio City FM du groupe Sud Media. Même si cette décision est dénoncée de toute part par les organisations de presse, la société civile et les politiques, l'homme est serein, persuadé avec son institution, la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication(HAAC) avoir agi conformément à la loi. C'est en tout cas ce que nous confie M. Pitang Tchalla dans cet entretien ! Lecture

Vous avez prise une décision difficile en décidant de retirer la fréquence aux chaînes du groupe Sud Media. Depuis cette décision, vous êtes au centre de beaucoup de polémiques. Etait-ce la bonne décision à prendre dans le dossier du groupe Sud Media ?

Les deux chaînes du groupe Sud Media n'ont pas reçu d'autorisation de la HAAC et comme tel, existaient illégalement. Il était de notre devoir de régulateur d'arrêter l'illégalité. L'article 130, 3ème alinéa de la constitution stipule que "la HAAC est compétente pour donner l'autorisation d'installation de nouvelles chaînes de télévision et de radios privées". Si un organe émet sans autorisation de la HAAC, il est du rôle de cette dernière d'arrêter l'illégalité.

Les chaînes du groupe Sud Media n'ont donc jamais déposé de dossier au niveau de votre institution ?

La HAAC n'a dans ses archives aucun dossier constitué par les deux chaînes avant le début de leur émission en 2007. En 2012, il était question de renouvellement de convention obligatoire pour les médias audiovisuels et les responsables de Sud Media ont introduit un dossier pour la radio City Fm. C'est à cette occasion que la HAAC s'est rendu compte qu'elle ne peut pas renouveler, car il n'y a pas de dossier préalable. On a argué en son temps que le Président de la République en est le propriétaire et on ne pouvait pas aller lui demander les dossiers. Qu'à cela ne tienne.

Votre décision ne semble pas faire l'unanimité au sein de la HAAC notamment un de vos membres, avec M. Aziadouvo qui a contesté la décision en saisissant la Cour Suprême?

Les différences de point de vue au sein d'une mandature sont normales et participent au pluralisme d'opinions digne d'une institution démocratique. Après les débats parfois houleux, une décision est prise et elle engage toute la mandature. Dans le cas d'espèce, nous avons appliqué la procédure et les neuf membres ont participé aux débats et personne n'a boycotté la décision finale. Il faut noter qu'il n'y a pas de crise interne à la HAAC. Elle fonctionne normalement et je félicite les collègues ainsi que le personnel pour la sérénité, la sagesse et l'esprit d'équipe dont ils font preuve.

Des organisations de la société civile se sont mobilisées pour faire reculer votre institution ? Mais les manifestations ont été empêchées...

Je ne pense pas que les manifestations ont été empêchées. De toute façon, la gestion des manifestations relève de la municipalité et du ministère de la sécurité. Quand à nous au niveau de la HAAC, nous continuerons de faire sereinement notre travail et de remplir notre mission conformément au serment que nous avons prêté.

Ne pensez vous pas qu'au nom de l'apaisement et pour préserver les 80 emplois au sein du groupe Sud media, votre institution devrait revenir sur sa décision ?

C'est pour toutes ces raisons que nous disons qu'il faut initier un nouveau dossier. Ce n'est pas parce qu'une situation illégale a perduré pendant longtemps qu'elle doit devenir légale. Est-ce que c'est parce qu'on a diffusé un mensonge pendant longtemps qu'il deviendrait vérité ? Nous disons non et soutenons qu'il faut mettre un terme à cette situation et permettre à la situation des deux médias de devenir normale et régulière.



More troubles for South Sudan?

There seems to be no end in sight for the troubles that South Sudan is experiencing. After a devastating civil war that tore the country apart, after some efforts to pacify the country, after all the talk about how the international community and the local leaders could work out a way to put South Sudan on the right track, the news is that South Sudan may have to prepare for more troubles and more instability.

One of South Sudan's former generals, formed a new rebel group, and vowed to unseat President Salva Kiir.

We have long been arguing on the pages of African Politics and Policy that the peace process in South Sudan can succeed at two conditions: first, if the guilty parties are brought to justice and held accountable for their actions; and, second, if there is a regeneration of the country's political leadership because neither President Kiir nor his arch-nemesis Dr Machar provide the kind of leadership that South Sudan needs.

The country's top political elite must be replaced. But it must be replaced peacefully. It must be replaced with ballots, not bullets. South Sudan has already seen too much violence and too many atrocities on its soil. Peace is what it now needs and needs cannot be brought about by violent means. This is, I think, the most important lesson that the emerging leaders in the country should always keep in mind, if they want to give their country a better future.

Riccardo Pelizzo

Togo: Actualité, Média, et Information

By Ornellah Ohoukoh

Il s'agit d'une histoire aux fonds subtils, mais que nous avons essayé de suivre dans la plus grande impartialité ; tant les débats s'articulent autour d'une machination politique bien orchestrée.

Les faits se déroulent à Lomé capitale togolaise en début de mois de Février. Par une mise en demeure relayée par les medias et adressée à la télévision LCF (La Chaîne du futur) et la radio City Fm tous deux appartenant au groupe Sud média, le président de la Haute Autorité de l'Audiovisuelle et de la communication HAAC), demande aux deux entités de régulariser leurs dossiers de demande d'autorisation avant le 05 Février 2017, sous peine de retrait des fréquences. Visiblement la mise en demeure ne laissait pas un grand délai d'action à ces deux entités car ayant été entendue sur les medias le vendredi 03 Février. Le 06 Février, par voie d'huisier, la décision de fermeture signée par le président de la HAAC est donc déposée aux sièges desdites radio et télévision. Très vite, le consensus de la décision au sein de la HAAC est démenti et nombres d'organes représentatifs des medias s'insurgent contre cette décision qui selon beaucoup, vise la personne du sieur Pascal BODJONA ancien membre du gouvernement togolais, ancien partisan du parti au pouvoir et détenteur du groupe Sud média. Rappelons que pour l'écrivain uruguayen Eduardo Galeano, le Togo est présenté comme une démocratie, soit un pays ayant l'apparence d'une démocratie mais qui constitue en fait une dictature. Pour mieux comprendre les faits, nous avons donc parcouru dans un premier temps les textes de lois qui régissent les prérogatives de la HAAC et les différentes voies de recours en cas de litiges ou de non-respect des lois et règlements prescrits par l'autorité.

Citons d'abord la loi N°98-004 /PR venue en remplacement du Code de la presse et de la communication de 1998, pour la liberté des médias au Togo. Elle reconnaît le caractère libre de la presse et de l'audiovisuel, et affirme l'engagement de l'Etat à fournir des avantages économiques aux médias sous formes d'aides, de détaxes de produits, de tarifs préférentiels. Aussi cette loi consiste en une dépénalisation complète des médias, c'est-à-dire que tous les délits étaient assortis d'une peine avec sursis. Tournons-nous ensuite vers ces articles de la Loi organique du 22/12/2009 PR/PM qui régit l'exercice du pouvoir de la HAAC. L'Art 24 de cette loi nous dit ceci « La Haute Autorité est seule habilitée à donner l'autorisation d'installation et d'exploitation des chaînes de télévision et de radiodiffusion privées, des sociétés de production audiovisuelle, des agences de publicités et des vidéos clubs. » Nous comprenons donc par les lignes précédentes que la décision d'arrêt de diffusion des deux entités citées plus haut, si prise de manière consensuelle par l'ensemble des neuf membres de la HAAC, est purement et simplement exercice de plein droit. Cependant la décision en elle-même ne contenait

aucune voie de recours et cela va d'abord en contradiction avec la mission de la HAAC mais aussi en contradiction avec l'Art 44 de la loi organique qui s'énonce comme suit en ses alinéas 2 et 3: « La Haute Autorité adresse à la société bénéficiaire une mise en demeure pour toute violation de ces obligations. En cas de récidive, l'autorisation peut être retirée par décision du juge des référés territorialement compétent sur requête de la Haute Autorité. » Une conclusion cartésienne serait ceci : le retrait des droits de diffusion aux deux chaînes ne devrait être décidé, ni par le président de la HAAC ni par l'ensemble de ses membres. Plus loin, la durée d'autorisation d'installation et d'exploitation des entreprises de presse audiovisuelle et de communication privée est déterminée par l'Art 51 de cette même loi ; 10 ans pour la télévision et 5 ans pour la radio. Ceci dit même après 10 années d'exercice, une télévision doit renouveler ses droits de diffusion et une radio après 5 années.

Il est clair que dans le cas d'espèce le groupe Sud média personne morale et la HAAC Autorité compétente ont failli sur nombreux points. Il serait donc judicieux que ce conflit apparemment politique mais enrobé en litige médiatique, se résolve par recours à un mode alternatif. Si jusqu'alors le groupe Sud media dénonce la décision et démontre avoir reçu les autorisations de l'ARTP (Autorité de Règlementation des secteurs de postes et de Télécommunications) dont nous n'avons lu aucun communiqué éclairant la situation actuelle, il est aussi visible que la HAAC s'est montrée inflexible aux différentes médiations entreprises par ces entités et l'ensemble des organes représentatifs des médias du pays. Nous souhaiterions surtout voir l'OTM Observatoire Togolais des Medias, agir par voie de Recours Collectif car ici c'est le peuple togolais qui est privé de sa chaîne télé la plus prisée. La situation sort un peu des réflexions logiques car il aurait été simple et intéressant de permettre au groupe de se régulariser soit par demande de renouvellement ou par simple reconstitution de dossiers car, si Art 52 : tout refus de renouvellement doit être motivé et notifié au demandeur, toute décision de fermeture doit par ricochet être motivée et notifiée au demandeur. Même s'il est vrai selon les termes de droit que la violation claire et intentionnelle d'une loi mérite une sanction substantielle de la part du tribunal, il faudra dans cette affaire, ne pas réduire l'ampleur du conflit à ses seules dimensions juridiques mais essayer de la résoudre dans toute sa complexité psychologique ou sociale au risque de laisser voie libre à d'autres situations de même nature avec un ton au fur et à mesure plus élevé.

Markov and Russia's discovery of African Art

By Kristina Bekenova

African studies in Russian Empire could be traced back to the end of 18th century and started with linguistics. As Olderogge noted in his great article on the history of learning African languages in the Russian Empire (1975), the interest in African languages was determined by the decision of Russian Academy of Science to publish a comparative dictionary of all languages of the world. In its second edition (1789), words from 33 African languages – 2 from North Africa, 23 from Western Sudan, 6 from the Bantu people and Khoekhoe language of southwestern Africa – were included.

In this regard one should also recall the contribution made by Junker, the famed traveler who, during his several trips to Africa in 1879-1886 period, collected precious information on languages of Eastern Sudan and Congo and then published his findings in *Zeitschrift für Afrikanische Sprachen* (1888-1889).

Junker's first trip across Eastern Sudan, Central Africa and Northern Congo in 1875-1878 immensely enriched the collection of the first Russian museum – the Peter the Great Museum of Anthropology and Ethnography, or *Kunstkamera* – with 1896 items of weapons, clothes, domestic utensils, figures, sculptures, masks, jewelry, musical instruments etc. of various African tribes. A great study on Junker's collection was done by Sobchenko in the early/mid-fifties (1953; 1955).

Furthermore, systematic studies on Ethiopian language and culture were regularly carried out in Russia, because of the fact that Ethiopia, just like Russia, has a Christian Orthodox. This church was the focus of special interest, "it was very common to see in the Russian newspapers of the time a reference to 'our faith black brothers' (Tsytkin, 2001).

In 1829, B.A. Dorn was the first professor who started teaching Ge'ez language in Kharkov University (Olderogge, 1975). The first works on Russian and Ethiopian churches appeared in the 1870s by Archimandrite Porfiriy Uspenskiy.

Bolotov and Turayev should also be mentioned among the pioneers of Ethiopian studies because, thanks to their knowledge of Ethiopian languages (Ge'ez, Amharic), they provided the foundation for Ethiopian studies (after the October revolution) by researching Ethiopian manuscripts, church literature (Bolotov, 1887), history of the lives of Saints of Ethiopian Church, and hagiological sources (Turayev, 1902, 1905).

An important contribution to the 'discovery' of African art was made by Russian (Latvian) artist and intellectual Vladimir Markov (Voldemārs Matvejs, 1877-1914) with his seminal work *Negro Art* (1914, published 1919). Together with Carl Epstein's *Negro Plastics* (1915), Markov's book was the first study that analyzed African sculptures from an aesthetic and theoretical point of view rather than form an

ethnographical perspective. By doing so Markov's was the first effort to treat African sculptures as true art.

Markov was aware of the gaps in the existing literature that had, up to that point, failed to acknowledge the aesthetical dimension of African art. Markov, in this respect, remarked that"

A serious publication devoted to this art does not exist. We have photographs of a few idols scattered about in various geographical or ethnographic periodicals, or in publications devoted to cults and religions of primitive peoples. But there is no study that treats the art from the point of view of aesthetics (Markov, 1919: 14).

Vladimir Markov was a leading theorist of Russian avant-garde movement present in the Union of Youth (*Soyuz Molodezhi*).

His manuscript is a result of his trip in July-September 1913 to various European museums where he saw that African sculptures were "in a state of neglect, lay disordered in cupboards and were covered in dust" (Bubnova, 1919: 5).

The book contained 123 photographs of African sculptures "principally selected from innumerable quantities of sculpture, in which are perceptible the qualities of folk art, the indigenous art of Africa; ... to reveal exactly that art which appears intrinsic to the continent" (Markov, 1919: 35).

So, what did Markov find in African art? What did attract him in African sculptures?

First of all, he was attracted by 'the creative independency', the wealth and variety of forms, linear combinations of wooden carvings, as "African art loves free and independent masses; through their linkage it attains a symbol of man; it does not strive for reality, rather it develops to perfection its genuine language, the play of masses" (Markov, 1919: 36).

On the basis of his observations of the forms and symbolism of the elements in African sculptures, by introducing such terms as a 'plastic symbol', 'weightiness', 'the play of masses', Markov tried to understand the 'plastic language' of the African art.: "Negro art possesses an inexhaustible wealth of plastic symbols. Nowhere are there any real forms. The forms are completely arbitrary, and though they serve real interests they do so with a plastic language. The Negro artist expresses his conceptual and sensual world through such means. This kind of symbolism is sometimes intuitive, sometimes speculative and yet always creative ... The Negro does not need to know the laws of an organism, need not be concerned with its proportions, anatomy, modelling and movement, when he possesses such a language". (Markov 1919: 38).

During the Soviet period Markov and his *Negro Art* went into oblivion until 1967 when an exhibition in Dakar introduced his study of African art to the international audience. Now the book as well as his several articles are available in English translation (Howard, Bužinska & Strother, 2015).

From Atlantis to Mauritia

The island of Atlantis, for all we know, was first mentioned by Plato in two of his dialogues: Critias and Timaeus. Plato, in the Timaeus, suggested that this mythical island was “situated in front of the straits which are by you called the Pillars of Hercules; the island was larger than Libya and Asia put together, and was the way to other islands, and from these you might pass to the whole of the opposite continent which surrounded the true ocean”.

So what we learn from Plato is that the Atlantic ocean was, in ancient times, navigable, that it was surrounded by a continent, that Atlantis was located in this ocean and was situated on the path that eventually took travelers to this new continent.

The idea of a lost continent, twenty-two centuries later, reappeared in the writings of Augustus Le Plongeon who suggested that the Pacific Ocean had its own lost a continent: MU—an idea that was extensively debated in the 1930s by James Churchward who drew detailed maps of

where Atlantis and Mu had originally been located.

While scholars, writers, philosophers, travelers and explorers had long believed and suggested that both the Atlantic and the Pacific Oceans had their respective lost continents, nobody had paid much attention to the fact or to the possibility that the Indian Ocean may have its own lost continent.

A recent study published by Nature (<http://www.nature.com/articles/ncomms14086>) seems to suggest that between Africa and Southern Asia had once existed a continent that scholars call Mauritia which, along with India and Seychelles, broke away from Madagascar and “subsequently fragmented into a ribbon-like configuration because of a series of mid-ocean ridge jumps”.

Riccardo Pelizzo

Gimme Shelter

If i do't get some shelter, i am gonna fade away. That's what the Rolling Stones were singing to bring the 1960s to a dramatic end, and that's probably what rhinoceros think nowadays. Hunted to the verge of extinction, rhinoceros survive only in national parks, where their existence should be protected by the rangers and by the personnel in charge of the security (of the parks, of the animals, and of the visitors). It is clear now that rangers are not enough to protect the rhinos and the tourists. Poachers entered the Thula Thula park, threatened tourists with the machine guns, raped one of them, and eventually went on butcher a rhino. Poaching is a big problem and is becoming an even bigger problem. The existing anti-poaching measures are totally inadequate and governments in Africa, from South Africa to Kenya, from Tanzania to Togo, should increase their efforts to fight poachers to protect the endangered species, to protect the parks, to protect the tourists and to safeguard a tourism sector that means so much for so many countries in the continent.

Riccardo Pelizzo

South Africa

The news from South Africa are frankly disturbing. South African is considering to introduce anti-immigration legislation. And not so long ago South Africans held a xenophobic march. If there is one place where there should be no place for xenophobic attitudes and ethnic discrimination is South Africa. Not because the Constitution expresses values that are incompatible with racism, but because the country and a majority of its citizens have been the victims of apartheid—a system of systematic race-based discrimination — and given their first-hand experience of racism, South African, they'd be the most ardent critics of any effort to re-introduce any kind of discrimination against anybody on any basis. Supporting discrimination is not simply incompatible with the constitution, it is incompatible with the whole idea of being South African. South Africa's and South Africans' new identity was forged in the struggle for freeing the country from race-based discrimination. It is an identity that is inherently racism-free. South Africans should say no to xenophobic marches and xenophobic legislative proposals because such marches are bad, are wrong and are fundamentally un-southafrican.

Riccardo Pelizzo



Job Openings

REPOA, Tanzania's leading research institution, is looking forward to recruiting a researcher.

Further details about the vacancy can be found here:

<http://www.repoa.or.tz/repoa/careers>

APP Newsletter

ISSUE 24 March 2017

Collaborators

of the Newsletter of African Politics and Policy

Joshua Agblewonou, correspondent from Lomè, Togo.

Kristina Bekenova, correspondent African Politics and Policy.

Ornella Ohoukoh, correspondent from Ivory Coast

Riccardo Pelizzo, Associate Professor, Graduate School of Public Policy, Nazarbayev University, Astana, Kazakhstan

REPOA will soon be launching a Post Graduate Diploma in Poverty Analysis

http://www.repoa.or.tz/training/category/dipl._poverty_analysis

African Politics and Policy

www.africanpoliticsandpolicy.com

